

Le développement durable, instrument d'intégration globale

Bernard HOURS

Anthropologue

La vogue de la durabilité accolée à l'expectative de développement, dont on sait qu'elle est, dans une large mesure, un échec par rapport aux politiques menées durant trois décennies, constitue-t-elle une nouvelle promesse messianique, ou bien s'agit-il, plus prosaïquement, de la mise en perspective temporelle d'une exploitation capitaliste globalisée, parvenue au stade de modèle ultime de civilisation au début du troisième millénaire ?

Cette vaste question sera abordée à travers une tentative de mise en perspective idéologique de la notion de développement. Celle-ci a connu des mutations profondes autant que discrètes, car le concept est tellement vague que mystiques et technocrates ont pu faire relativement bon ménage pendant plusieurs décennies, malgré les contradictions multiples auxquelles le « développement » a servi d'emballage idéologique, c'est-à-dire de consensus minimal. Cette notion a rendu tellement de services, à des politiques si contradictoires, qu'on peut se demander si elle n'est pas d'abord une croyance occidentale, ainsi que l'entend Gilbert Rist dans son

ouvrage, essentiel et à un certain point définitif, *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*¹.

Le développement serait alors la pièce principale du regard de l'homme blanc occidental pour aborder l'altérité dans un rapport largement impérialiste, où la bonne parole se répand sous ses diverses formes successives ou conjointes : missionnaire, militaire et coloniale, commerciale, éducative, sanitaire, humanitaire enfin. Qui pourrait nier qu'un certain « développement » est présent dans toutes ces conjonctures et dans ces rapports avec des autres sans lesquels le développement perd toute ampleur. Autrement dit, il n'y aurait pas de développement si n'apparaissaient pas des « sous-développés », « en développement », ... au moins des pauvres, dirait-on aujourd'hui où la lutte contre la pauvreté s'est substituée aux politiques de développement d'hier. Le concept demeure car il semble irremplaçable, à la fois mobilisateur et inopérant, c'est-à-dire propice aux consensus globaux et mous. La durabilité ajoutée à ces vertus d'aspiration consensuelle renforce le caractère d'évidence idéologique partagée. Mais l'idée d'une gestion économe des ressources suppose-t-elle que les tentatives de développement antérieures n'étaient que dilapidation ? La crise du développement qui courait depuis trois décennies peut être occultée temporairement en ajoutant une durée imprécise qui accorde un sursis à la croyance occidentale et lui permet ainsi de perdurer, tout en gardant l'indispensable dimension messianique sans laquelle cette croyance apparaîtrait comme un credo vain, ou tout simplement comme l'instrument de domination entre les sociétés qu'elle est aussi. Ayant précisé le lieu idéologique et scientifique de l'analyse, je me propose d'aborder cette logique idéologique historique en rappelant d'abord le caractère évolutionniste et progressiste du développement, avant d'analyser la tentative d'appropriation locale du développement durant l'époque tiers-mondiste (1960-1990).

Enfin, j'envisagerai le développement durable comme le dernier avatar du développement en tant qu'outil de gestion globale d'une planète virtuellement unifiée par le marché capitaliste mondialisé et son projet d'exploitation global.

¹ RIST G., 1993 – *Le développement, histoire d'une croyance occidentale*. Paris, Presses de Sciences Po.

Le développement au service du progrès

Il était une fois le développement.

En amont de ce récit mythique du développement était la croyance au progrès. Cette notion, éminemment occidentale, est liée au siècle des Lumières qui porte un regard sur le monde et la place des autres. Le progrès est alors conçu comme linéaire et sans fin chez plusieurs Encyclopédistes. Il s'agit d'un projet occidental de civilisation qui se volatilise aujourd'hui dans le monde global, projet de civilisation occidentale hégémonique celui-là.

Le progressisme ou la croyance au progrès est profondément évolutionniste dans la mesure où il postule des stades dans un parcours en forme d'évolution allant positivement du moins bien au mieux : de l'esclavage à la liberté, de l'ignorance à la connaissance, de la maladie à la santé, de la privation à l'aisance, de la violence aux usages policés, de la barbarie à la civilisation. Toute la pensée européenne des Lumières tient dans cette aspiration à sortir de l'obscurantisme, suivant des étapes, le long d'une ligne par laquelle se définit le progrès. Alors que l'humanisme de la Renaissance exaltait une certaine libération de l'homme générique par la connaissance, le siècle des Lumières envisage sa mise en application au bénéfice des hommes dont les besoins et les droits sont construits pour être pris en compte. L'évolutionnisme trouvera son apogée au XIX^e siècle, avec des stades de civilisation similaires aux stades de la croissance selon Rostow. Entre les deux, l'intérêt a quitté l'homme de nature et de culture pour se porter sur sa capacité productive de richesses, c'est-à-dire sur une de ses potentialités : celle qui consiste à créer des richesses avant de s'interroger sur leur répartition.

Les étapes de la croissance économique selon Rostow sont symptomatiques d'un modèle des années 60. Face à l'évolutionnisme soviétique, l'Occident ne pouvait faire l'économie d'un projet ascensionnel, version capitaliste du progrès. Ce modèle de croissance économique d'origine américaine est parfaitement cohérent avec les séquelles de la Seconde Guerre mondiale qui, logiquement, fut une aubaine pour les États-Unis, en termes économiques et

politiques. L'invention du développement est en effet apparue dans la bouche du président Truman en 1948. Le point IV de son discours constitue la première évocation d'une politique de développement à l'égard non plus de nations européennes, qui étaient alors sinistrées, c'est-à-dire plus ou moins « sous-développées », comme on le dira vingt ans plus tard en parlant de l'Afrique ou de l'Asie – mais en direction « de la croissance des régions sous-développées ». La guerre froide sera un terrain parfait de surenchères évolutionnistes, c'est-à-dire de promesses de progrès social via la croissance économique, entre l'URSS et le bloc occidental.

L'aide économique constitue un bon moyen pour créer des besoins, fortifier des alliances et surtout amorcer des échanges stimulant d'abord l'industrie du plus fort. Cette leçon est valable pour toutes les puissances, qu'elles soient une ou multiples.

Ainsi deux idées apparaissent. D'une part, à l'ombre des Lumières, le développement libère les hommes en leur permettant de satisfaire leurs besoins. D'autre part, la croissance macro-économique, stimulée par la guerre froide, tend à s'appropriier le développement comme processus de croissance économique, appuyée sur un système productif assorti de statistiques gratifiantes. Le développement peut donc s'installer, dans ce contexte, dans un schéma évolutionniste qui le constitue en aspiration incontournable jusqu'à ce que ses effets pervers apparaissent, en particulier ceux – essentiels – liés au caractère aliénant et déstructurant de l'aide économique lorsqu'elle nourrit un rapport de domination inévitable et installe la dépendance.

Les tentatives de lutte contre le développement comme domination

Malgré le caractère impérialiste de la tutelle des États-Unis et de l'URSS sur leurs États vassaux, la guerre froide a permis un débat qui interdisait l'émergence d'une pensée unique. Les tentatives des non-alignés à la Conférence de Bandoeng sont symptomatiques de l'émergence d'un nationalisme tiers-mondiste dont le principal projet politique s'appelle développement post-colonial.

L'échec du développement fut d'ailleurs, dans de nombreux États, la cause de l'échec du nationalisme suivi par le retour à un certain chaos ou à une dépendance néo-coloniale d'abord, multilatérale ensuite, à travers l'ajustement structurel et les « politiques uniques », qui transforment les gouvernements en simples médiateurs ou négociateurs avec le FMI ou la Banque mondiale et sapent leur légitimité.

Le développement fut le principal prétexte du néo-colonialisme français et britannique en Afrique par exemple. La manne d'une aide technique basée sur la substitution, sans conditionnalités démocratiques, a développé le clientélisme et la corruption, interdisant – entre autres facteurs – l'émergence de sociétés civiles aptes à gérer leurs propres ressources. La critique de l'aide apparue dans les années 70, les théories de l'échange inégal et du pillage du tiers monde visaient à dénoncer des dérives bilatérales par lesquelles on peut définir l'aliénation néo-coloniale. De cette critique, typiquement tiers-mondiste, naissent des concepts comme ceux de développement auto-centré, de développement communautaire, avec l'apologie du modèle tanzanien par exemple, sorte de modèle alternatif durant un temps, paré de toutes les vertus et simplement fondé sur la conjoncture temporaire d'une certaine discipline, d'un encadrement peu spontané, à l'inverse des croyances idéologiques de l'époque. En Amérique du Sud, la mystique communautaire chrétienne constituera « les communautés indigènes » en lieu élu de libération et l'idéologie de la participation mettra en orbite une rhétorique durable, puisqu'elle fait encore aujourd'hui l'objet d'incantations discrètes mais persistantes de la part des institutions multilatérales les plus technocratiques en quête d'alibis sociaux.

Le développement social acquiert à l'époque tiers-mondiste une importance marquée par un souci sincère, quoique idéaliste, de l'autonomie sociale et culturelle des sociétés aliénées par l'assistance développementaliste qui se substitue à tout projet local. La macro-économie et avec elle la croissance sont décriées au profit des initiatives locales et de l'autosuffisance alimentaire. Ce complexe idéologique cohérent constitue une véritable tentative pour rompre le carcan d'aliénation et de dépendance résultant de projets de développement étrangers, imposés de fait à coup d'aides à des

populations déstructurées par cette intrusion brutale de modèles occidentaux imposés plus que négociés au nom d'une vulgate développementaliste occidentale simpliste et simplificatrice. Les recherches menées sur les politiques de développement à cette époque constituent parfois des alibis. Elles alimentent marginalement la réflexion, mais ne modifient pas les politiques de façon notable, sans parler de celles qui, par commodité, s'insèrent servilement dans le courant et l'alimentent en statistiques récoltées par des enquêteurs salariés.

Au-delà de la crise du Fordisme et de celle de la dette, l'effondrement de l'Union soviétique, l'offensive néo-libérale contre le tiers-mondisme à partir de 1985, la montée en puissance et en prétentions de la Banque mondiale marginalisent ces tentatives à la fin des années 80. La chute de l'URSS crée un effet d'aspiration dans lequel s'engouffre un néo-libéralisme intégriste, qui assure que le développement est pour demain grâce au commerce et non plus grâce à l'aide, et que la démocratie sera donnée en prime contre une libéralisation radicale du commerce présentée finalement comme altruiste et sans objectifs de profits !

On sait dix ans après ce qu'il en est, et les mêmes parlent de lutte contre la pauvreté à défaut d'oser encore parler de développement. Un certain nombre de concepts idéologiques ont survécu à la chute du tiers-mondisme. Les « communautés » non occidentales sont encore gérées comme si elles étaient culturellement homogènes. Ce culturalisme de façade rend de grands services pour masquer l'exploitation économique, comme des oripeaux culturels à l'usage des opinions occidentales friandes d'exotisme marchand.

La notion de participation demeure de son côté inévitable. Elle s'entend désormais non comme un engagement social ou une intégration, mais comme participation à l'économie de marché en tant que consommateur discipliné. La participation consiste à payer et à être solvable, au Nord comme au Sud.

Le développement social enfin est une notion anodine depuis que la Banque mondiale s'en est saisie comme d'un alibi social. Si les milieux académiques ou intellectuels entretiennent l'aspiration légitime à une appropriation locale du développement, les contraintes externes sont telles qu'il s'agit d'un vœu aussi respectable qu'il demeure pieux.

L'émergence du « développement durable » vient donc à point nommé pour offrir au concept de développement une survie sous perfusion humanitaire et un changement profond de contenu, puisque de processus d'évolution il devient progressivement simple instrument de gestion d'un monde global, diaphane de tensions occultées.

Le développement durable, outil de gestion globale

Au-delà de sa dimension de subterfuge idéologique, le développement durable s'analyse dans le cadre de la globalisation en cours. Par ce terme, on entend ici une unification et une intégration économiques, morales, culturelles, politiques mondiales dont l'Occident constitue le modèle et l'unique référence, sous sa forme anglo-saxonne en particulier. Aujourd'hui la gestion prévisionnelle tend à se substituer aux choix politiques ou de société. Dès lors qu'il n'existe plus, dans l'ajustement structurel, qu'une seule politique sanitaire, économique, éducative, toute déviance est sanctionnée par les bailleurs de fonds multilatéraux. L'exercice du pouvoir politique tend à se résumer à des arbitrages réalisés sous la bannière d'une bonne gestion dont on peut se demander si elle ne constitue pas aujourd'hui la meilleure définition de la bonne gouvernance. Cette dernière notion ne signifie-t-elle pas d'abord la conformité aux canons occidentaux en matière de gestion politique, économique, humanitaire ? À force de se référer à un ordre unique, les bons principes deviennent naturels et sont naturalisés. L'homme apparaît de moins en moins en société et de plus en plus dans l'environnement, dans lequel il n'est qu'une créature, une espèce parmi d'autres. Car la gestion de la planète constitue l'épure de l'unification conceptuelle globale. L'inquiétude écologique enfonce dans les consciences le sentiment d'une interdépendance incontournable transformée positivement en responsabilité partagée, largement fictive.

La gestion des ressources épuisables se présente comme une nécessité contemporaine mais aussi comme un projet de régulation globale au nom d'une responsabilité partagée. Si l'idée avance, on

sait que certains États, nombreux, n'y souscrivent que du bout des lèvres, préférant les satisfactions à court terme. C'est pourquoi « la planète », bien au-delà des mouvements écologistes, apparaît comme un acteur idéologique essentiel, susceptible d'exercer un énorme pouvoir de validation des choix par globalisation. Au nom de cette sagesse écologique, bien peu appliquée, des normes et des conseils sont distribués aux citoyens comme des références majeures pour penser le monde comme unique, interdépendant, sorte de bien commun à gérer de façon responsable. Cela installe en politique l'idée qu'il y a un ordre à respecter en écologie, en économie, en morale, en droits. Que cet ordre soit produit en Occident semble interpellé peu de monde, en apparence. Dès lors que cet ordre est posé comme rationnel, légitime, responsable, se pose le problème de sa durée, c'est-à-dire de la pérennité du consensus qui le valide formellement en démocratie. Un ordre authentique, copié sur le modèle de la nature, une politique « naturelle », comme disent certains politiciens, est « naturellement » durable. Si les politiques de développement antérieures ont pour la plupart manqué leurs objectifs, c'est qu'elles ignoraient les lois du marché, la concurrence, l'initiative, nous dit la Banque mondiale. Dès lors que le qualificatif de durable est accolé au développement, cela signifie qu'une solution durable est enfin trouvée. Une telle astuce trompe peu, mais elle freine beaucoup la réflexion.

Car qui oserait prétendre que les politiques de développement menées avant la « durabilité » dilapidaient plus qu'aujourd'hui les ressources naturelles et humaines de la planète ? Ces ressources étaient savamment pillées en échange de quelques retours aux effets justement peu durables. La concurrence apparaît désormais encore plus sauvage. La notion de développement durable introduit donc l'illusion d'une rupture, car elle ne précise pas en quoi et où s'opère la rupture. Un pillage ordonné, systématique, global des ressources de la planète est autant pillage que celui, désordonné et moins global, qui fonctionnait dans les années 70-80.

L'émergence d'un « acteur idéologique planète » offre en outre un champ aux institutions multilatérales de régulation globale. Comme elles ne peuvent afficher le moindre parti pris, la référence à des ressources communes, à un bien commun (et par là unique), est nécessaire. Affirmant se soucier des intérêts de la planète et non

de ceux de l'Occident dominant, ces institutions doivent nécessairement produire une rhétorique technocratique qui légitime leurs actions et leurs inactions. L'inclusion de la durabilité introduit aussi un facteur de légitimité. Elle signifie que « on s'en occupe », globalement, au-delà des problèmes de contradictions locales présumées éphémères, non durables, bien qu'elles empoisonnent la vie des citoyens.

Les rustines apposées sur la baudruche du développement tel qu'il est proposé aux autres que soi signalent une logique idéologique rigoureuse. La durabilité renforce l'évidence de la globalisation, même si elle constitue une promesse vaine. C'est là sa principale nécessité, qui introduit l'évidence univoque là où auparavant se posaient des choix. L'introduction d'un carcan temporel, la durée, valide le projet malgré ses échecs en termes de résultats. Le développement se présente ainsi comme une aliénation durable qui autorise un système de gestion aux références globalisées et rend acceptables les formes contemporaines de domination économique, morale, politique. Lorsque s'inscrit une domination qui se déclare durable, l'espace de la révolte disparaît et le piège de la gestion durable se referme sur des sociétés figées, naturalisées, comme une chape de plomb qui s'abat sur la liberté et le choix.

Les nombreux mouvements de résistance à la mondialisation sont par nature alternatifs et envisagent un autre développement que celui de la vulgate occidentale évoquée ici. C'est tout le champ qui s'est déplacé. L'environnement lui-même devient un champ politique et le terrorisme fait son lit dans des rapports Nord-Sud exacerbés.

Pas plus que le développement humain, qui est un artifice pour conférences internationales, le développement durable n'est un concept porteur de sens. Il s'agit d'un artefact idéologique qui tient lieu de politique dans un univers technocratique de gestion à plat, de gouvernance sans acteurs. Les ingénieries vertes aussi bien qu'humanitaires produisent l'illusion d'une régulation qui ne s'impose qu'aux plus faibles, les gros pollueurs cherchant des décharges à loyer modéré au Sud, ou distribuant des leçons de morale humanitaire sur les droits de l'homme qui leur évitent de faire le ménage chez eux.

Il y a du chantage idéologique dans le développement durable, une sorte d'appel à la patience, après des décennies d'attentes frustrées par des promesses naïves ou cyniques. Le développement durable, c'est la promesse des nantis aux autres. C'est une dialectique d'appropriation/désappropriation en termes de droits, de biens, de terres, d'usages, les biens publics globaux servant pour le moment de prétexte à l'exploitation des plus faibles par les plus forts, tant qu'aucune instance internationale démocratique n'existe pour les gérer légitimement. Dans ce contexte global, ces biens, ces droits sont des marchandises exposées à toutes les prédatations, pourvu que celles-ci s'abritent derrière une rhétorique, en apparence éthique, le plus souvent commerciale.

Réguler tout cela supposerait de réguler les marchés. Nous en sommes loin tant que les « savoirs » et les « patrimoines » sont gérés comme des marchandises.

Le développement durable se présente donc comme un outil de gestion globale intégré qu'il faut analyser comme tel, c'est-à-dire comme un instrument idéologique, qui a peu à voir avec le développement, si l'on considère que ce terme a perdu son sens, depuis la fin de la guerre froide en particulier. Il a servi d'alibi géopolitique aux diverses formes de domination et n'a pas apporté de progrès social et économique irréversible à une échelle notable dans le Sud.

Un trompe-l'œil durable

Le développement durable se présente aussi comme une formulation utopique mobilisatrice pour tous ceux, nombreux, qui peuvent y investir leurs aspirations légitimes. Il s'agit évidemment d'acteurs du Nord, chercheurs, universitaires, intellectuels, militants, en quête de sens. Ce n'est pourtant essentiellement qu'un trompe-l'œil idéologique en forme d'instrument de gestion globale, dépourvu de toute aspiration réaliste. En effet, la quasi-totalité des populations du Sud, à l'exception des bourgeoisies nationales globalisées, ne peuvent qu'être parfaitement indifférentes à cette promesse avortée, répétée, qu'est le développement, qui poursuit

sa fuite en avant dans une durabilité en forme de sursis illusoire tant que la question principale, celle des rapports de domination entre les sociétés et les hommes, n'est pas maîtrisée. Loin du développement durable et de sa pesante rhétorique technocratique, à la fois impuissante et prétentieuse, voire candide, la lutte contre la pauvreté a sonné la fin du développement depuis plusieurs années. La pauvreté serait fondamentalement la non-intégration à l'économie de marché, selon la Banque mondiale, qui consent à ces « incapables d'entreprendre » des allocations de survie sans s'interroger sur les causes de l'exclusion et de l'échec des pauvres.

Le développement durable apparaît alors comme le stade final (temporaire) du pillage du monde et de ses habitants ou, version positive, comme une saine exploitation marchande de la nature et de l'espèce humaine, assortie de quelques paravents. Marchés, éthique, droits, marchandises s'y échangent sans qu'aucun des acteurs puisse escompter autre chose que d'optimiser sa situation dominante ou de minimiser sa position dominée. C'est ce qu'on appelle négociation.

Peut-on sérieusement penser qu'une telle situation est durable, ou s'agit-il d'un simple mirage en forme de miroir aux alouettes nanties ? Parce que le développement fut une croyance occidentale, sa perpétuation durable ne dépasse pas les frontières idéologiques de l'Occident, fût-il global.

Maintenant que le développement n'est plus progressiste, faute de progrès, et qu'il ne signifie plus libération, ne lui reste-t-il que sa rémanence pour passer pour durable ?